

# Études et souvenirs sur la 2e guerre mondiale

Autor(en): **Bauer, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **95 (1950)**

Heft 8

PDF erstellt am: **08.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342486>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

---

Pour la Suisse :  
1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.—  
3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT

Pour l'Étranger :  
1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.—  
3 mois fr. 5.—

Prix du numéro : fr. 1.50

RÉDACTION : Colonel-brigadier Roger Masson

ADMINISTRATION : Av. de la Gare 33, Lausanne. Tél. 23 36 33. Chèq. post. II. 5209

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A., Rue de la Tour 8, Lausanne

---

## Études et souvenirs sur la 2<sup>e</sup> guerre mondiale

---

### CAMPAGNE DE POLOGNE

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, en application du cas « blanc », les forces armées du Troisième Reich ouvraient les hostilités contre la Pologne. Le 6 octobre suivant, dans la région de Demblin, les derniers débris de l'armée polonaise, placés sous les ordres du général Kleeberg, abandonnaient la résistance, après avoir épuisé leurs dernières munitions.

Nul de nos camarades du Service actif n'aura oublié le déroulement foudroyant de cette grande tragédie militaire qui nous découvrait les possibilités encore inouïes de l'armée blindée et de l'aviation tactique, agissant en combinaison contre un adversaire surpris et mal outillé. Puis le rideau retomba. Ce n'est pas que les vainqueurs aient négligé de retracer les phases rapides de leur écrasant triomphe, mais leurs ouvrages des années 1940 et 1941 ressortissaient beaucoup

plus à la propagande qu'à l'histoire informée et impartiale. Quant aux vaincus, outre quelques études parues en polonais, soit à Londres entre 1941 et 1945, soit à Varsovie, depuis la capitulation inconditionnelle du Troisième Reich, lesquelles nous demeurent rigoureusement inaccessibles, nous ne connaissons d'eux, avant cette date, qu'un petit nombre de livres publiés en français, à l'époque de la « drôle de guerre », ayant trait pour la plupart au siège de Varsovie et à l'héroïque défense de cette place improvisée<sup>1</sup>. Autant dire que nous étions fort mal lotis.

Ainsi donc faut-il savoir gré tant à M. Robert Jars qu'aux éditions Payot, Paris, pour nous avoir enfin procuré une relation documentaire de cet important épisode de la deuxième guerre mondiale<sup>2</sup>. L'auteur, qui appartient au cadre de réserve de l'armée française et qui est diplômé d'études allemandes, paraît se mouvoir avec la même aisance dans les difficultés de la langue polonaise. Ses annexes démontrent, à n'en pas douter, une connaissance approfondie de son sujet : nous y trouvons, en effet, l'ordre de bataille des deux armées aux prises entre Souvalki et les Carpathes, des tableaux d'organisation des grandes unités des deux adversaires, des renseignements complets sur la composition et le fractionnement de l'aviation polonaise, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, ainsi qu'une bibliographie française, allemande et polonaise de cette première campagne-éclair, qui paraît à peu près exhaustive.

L'ouvrage de M. Robert Jars nous semble donc hautement recommandable et, dans les circonstances actuelles, il convient de souligner qu'il ne sera pas renouvelé de sitôt. Et maintenant que devons-nous conclure de sa méditation ?

Relevons en premier lieu la disproportion des forces oppo-

<sup>1</sup> Col. STANISLAS ORDON : *Le siège de Varsovie*. — Ed. Le Sagittaire, Paris, 1940, 1 vol.

Commandant SOWINSKI : *Journal d'un défenseur de Varsovie*. — Ed. Grasset, Paris, 1940, 1 vol.

<sup>2</sup> ROBERT JARS : *La campagne de Pologne (septembre 1939)*. — Editions Payot, Paris, 1949, 1 vol.

sées : le ciel appartenant sans conteste à la *Luftwaffe*, la *Wehrmacht* a jeté contre la Pologne :

- 6 divisions blindées,
- 5 divisions légères <sup>1</sup>,
- 4 divisions motorisées d'infanterie,
- 3 divisions de montagne,
- 46 divisions d'infanterie,

soit 64 grandes unités de tous les types, plus deux divisions slovaques aux moyens desquelles s'ajoutaient les éléments organiques de 24 corps d'armées, articulés eux-mêmes en cinq armées.

En face, si tout s'était passé normalement, nous eussions trouvé 39 divisions d'infanterie, 11 brigades motorisées et trois brigades de montagne. Mais tout ne se passa pas normalement, car la pression des gouvernements de Paris et de Londres s'étant exercée sur le cabinet de Varsovie, la mobilisation générale de l'armée polonaise fut décrétée trop tard, tant et si bien que le 1<sup>er</sup> septembre 1939, le maréchal Rydz-Smigly n'avait encore que 17 divisions installées sur les positions que prévoyait le plan d'opérations ; treize autres se rendaient à la même date dans leurs secteurs de concentration et les 9 dernières se trouvaient à leur premier jour de mobilisation.

Quoi qu'il en soit des responsabilités incombant de ce fait à l'autorité politique, on relèvera que le plan de concentration polonais était fort mal conçu, étalant, comme il le faisait, l'armée en un mince cordon défensif de 1600 km., et accumulant, soit dans le Corridor, soit dans le saillant de Posnanie des forces importantes, au grand danger de les voir prises en tenaille et coupées de leurs communications. Au surplus, c'est comme si l'on s'était ingénié à rendre plus lourd et plus aléatoire, à tous les échelons de la hiérarchie, l'exercice du com-

<sup>1</sup> Ces grandes unités assez semblables aux D.L.C. de l'armée française furent transformées en divisions blindées durant l'hiver 1939-1940.

mandement ; les divisions, en effet, ne s'articulaient pas en corps d'armée et quant aux armées, au nombre de huit, nul ne s'avisa de les grouper par trois ou par quatre, comme le firent les Allemands en faveur des colonels-généraux von Bock et von Rundstedt, selon les nécessités de la stratégie.

Aussi bien, dès l'abord, semble-t-il que le maréchal Rydz-Smigly ait perdu du pied dans la bataille qui s'engage. S'il intervient fâcheusement dans les dispositions de ses subordonnés directs, il se révèle incapable de coordonner leurs actions et leurs mouvements au bénéfice d'un plan d'ensemble dont il eût conservé le contrôle. Dans la nuit du 6 au 7 septembre il prend, enfin, la résolution de replier son G.Q.G. de Varsovie sur Brest-Litowsk où lui manqueront les moyens de télécommunications lui permettant de conserver le contact avec ses armées. C'est, d'ores et déjà, la fin de son commandement...

On sait le reste, mais ce que démontre l'ouvrage de M. Robert Jars, c'est l'admirable qualité de la troupe polonaise qui, malgré l'aggravation progressive de la situation stratégique, n'a cessé de contre-attaquer et n'a pas laissé, jusqu'à la fin, d'infliger à l'envahisseur de nombreux échecs tactiques. Si tout fut en vain, c'est que l'héroïsme du combattant ne saurait plus à notre époque pallier les bévues ou la mollesse du commandement. Telle est la leçon qui semble se dégager de la campagne de Pologne.

#### CAMPAGNE DE NORVÈGE

La bibliographie dont nous disposons en 1945 sur cette malchanceuse opération interalliée, était un peu mieux fournie que celle du *Blitz* mené, en septembre 1939, par le chancelier Hitler contre la Pologne, grâce aux récits qu'avaient fait paraître, en zone libre, quelques combattants français de l'expédition de Narvik, rapatriés après l'armistice de Compiègne <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Notamment : HENCHE : *Combats par —30°*. — Ed. Arthaud, Grenoble et Paris, 1941, 1 vol., et M. J. TORRIS : *Narvik*. — Librairie Arthème Fayard, Paris, 1942, 1 vol.

Néanmoins, à ces récits portant sur des épisodes, on pourra substituer désormais le gros ouvrage que vient de consacrer à ce chapitre de la deuxième guerre mondiale M. Jacques Mordal, officier de la marine française, dont il faut souligner les remarquables compétences en tout ce qui concerne les divers problèmes aéro-navals <sup>1</sup>.

L'auteur a pris l'affaire à son origine, c'est-à-dire à la guerre finno-russe, déclenchée, le 28 novembre 1939, par l'agression soviétique, et l'a menée jusqu'à sa conclusion, c'est-à-dire jusqu'à cette après-midi du 8 juin 1940 qui vit la perte du porte-avions britannique *Glorious* coulé au canon, avec les destroyers *Ardent* et *Acasta*, par les cuirassés allemands *Scharnhorst* et *Gneisenau*.

Cette malheureuse affaire, brillamment élucidée par M. Jacques Mordal, mérite à plus d'un titre de retenir l'attention du lecteur, à commencer par son aspect norvégien. A cet égard, nul ne saurait plus douter que le gouvernement du roi Haakon VII n'ait lourdement manqué à ses devoirs les plus élémentaires. Que penserions-nous, en effet, de notre Conseil fédéral, si, le 9 avril 1940, à la suite d'une longue période de tension, un agresseur quelconque avait surpris notre armée plus qu'à moitié démobilisée. L'étude que nous avons sous les yeux démontre le plus clairement du monde la folle témérité de l'entreprise allemande ; que si chacun, dans les passes de Narvik, de Trondhjem, de Bergen, d'Oslo avait fait son devoir de chef ou de soldat, tout serait allé à vau-l'eau et ce serait la plus humiliante défaite des armes germaniques que nous commenterions présentement. Au lieu de cela, l'impulsion manquant d'en haut, on ne nous ôtera pas de l'idée que certaines batteries et certaines garnisons capitulèrent sous le simple effet de l'intimidation <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> JACQUES MORDAL : *La campagne de Norvège*. — Editions Self, Paris, 1949, 1 vol.

<sup>2</sup> Le rôle de la cinquième colonne nous semble avoir été considérablement outré pour camoufler les responsabilités du gouvernement d'Oslo.

Du côté allié, le spectacle n'est pas plus édifiant. Ici nous ne nous poserons même pas la question de savoir si les moyens militaires des deux coalisés leur permettaient, en février 1940, d'affronter l'Union soviétique, en plus de l'Allemagne, ni, deux mois plus tard, si l'on pouvait, en occupant Narvik, couper la « route du fer » au Troisième Reich. Mais la décision prise, quels lamentables piétinements, au milieu desquels on ne distingue qu'un seul homme qui ait voulu quelque chose et qui l'ait voulu fortement et méthodiquement, à savoir l'amiral Darlan, commandant en chef des forces navales françaises !

À nos yeux, la thèse de l'auteur demeure irréfutable ; en voulant combiner le débarquement de Norvège avec le mouillage de mines fluviales dans les canaux allemands, le cabinet britannique a commis une lourde erreur ; il a retardé la première de ces deux opérations pour obtenir l'adhésion du gouvernement français à la seconde, et, entre temps, les Allemands s'établissaient entre Narvik et Oslo, avec trois jours d'avance sur leurs adversaires. Une victoire franco-britannique sur ce théâtre d'opérations n'eût assurément pas modifié l'issue de la campagne de l'ouest, mais si les Anglais étaient parvenus à se maintenir sur les grands aérodromes de Trondhjem et d'Oslo, le pilonnage des industries allemandes par la R.A.F. eût obtenu dès l'abord des résultats encourageants.

Entre les vellétés alliées et l'entreprise du chancelier Hitler, il n'y a eu, ni d'un côté ni de l'autre, aucune relation de cause à effet. En se jetant sur la Norvège, l'O.K.W. avait pour but d'ouvrir à la *Kriegsmarine* ainsi qu'à la *Luftwaffe*, le théâtre d'opérations de l'Atlantique-Nord, ce dont Tirpitz entre 1914 et 1918 s'était abstenu, au grand scandale des géopoliticiens et stratèges maritimes allemands. Mais tandis que le grand amiral de Guillaume II disposait d'une puissante force de combat, susceptible d'affronter la *Grand Fleet*, tel n'était pas le cas pour son successeur en 1940. Somme toute, ni la situation avantageuse, ni les ressources des ports norvé-



giens n'ont pesé très lourd dans la balance de la deuxième guerre mondiale. D'où l'on pourrait conclure qu'une saine appréciation de la situation aurait dû détourner les Hitler, les Keitel, les Jodl et les Raeder de cette direction excentrique qui ne se prêtait à aucune exploitation décisive. Il est vrai que si l'O.K.W. avait raisonné plus correctement, il aurait appris l'occupation de Narvik et de Trondhjem par les Alliés, dans les journaux du 13 avril 1940 ...

Sur le plan tactique, le premier effet de surprise s'étant dissipé, tout fut réglé par l'aviation. A ce titre encore, il faut recommander la lecture et la méditation du bel ouvrage de M. Jacques Mordal. De toute évidence, les Franco-Britanniques se sont embarqués dans cette aventure sans affecter au facteur aérien la valeur décisive qui lui revenait. Autrement ils n'eussent pas négligé, comme ils le firent, de mettre la main sur l'aérodrome de Trondhjem-Sola, d'où la *Luftwaffe* leur rendit intenable les têtes de pont du Namsos et d'Andalsnes. Comme on voit, malgré les années qui se sont écoulées, les expériences de la campagne de Norvège n'ont rien perdu de leur actualité.

#### CAMPAGNE DE FRANCE.

Notre connaissance des tragiques événements de mai et juin 1940 s'est enrichie depuis l'an dernier de toute une série de témoignages autorisés parmi lesquels nous retiendrons ceux des généraux van Overstraeten, Grandsard et Weygand.

Comme chacun sait, les neutres ont mauvaise presse dans le monde de 1950 et les belligérants éventuels d'une troisième guerre mondiale rivalisent de sarcasmes à leur endroit. Ce n'est pas le lieu de peser ici le pour et le contre de l'attitude d'impartialité qu'a choisie notre Conseil fédéral en cette période de guerre froide. A notre humble avis, il a adopté le parti le moins mauvais possible, mais il est évident que ce parti ne va pas sans inconvénient, et c'est la raison



pour laquelle les Suisses seraient bien inspirés de lire le volume que le général van Overstraeten vient de consacrer à la politique militaire de la Belgique entre 1920 et 1940<sup>1</sup>. Ils y trouveraient de nombreux cas qui pourraient nous être applicables.

Le personnage est considérable, puisque, comme le furent le général Brialmont auprès de Léopold II, et le général Galet auprès d'Albert I<sup>er</sup>, il remplit les fonctions de conseiller militaire auprès du roi Léopold III du 14 mai 1934 au 28 mai 1940. D'autre part, son œuvre ne constitue pas un plaidoyer composé tout à loisir après les événements, c'est un journal qui enregistre quotidiennement et même parfois, heure par heure, les impressions et les réactions de son auteur. De l'ensemble se dégage une personnalité accusée et sympathique. Ardemment loyaliste, passionnément patriote, le général van Overstraeten ressortit à cette classe d'hommes privilégiés, dont la prescience presque prophétique, la méditation et la culture n'ont pas, comme il arrive souvent, délité le caractère et l'esprit de décision.

Ses réalisations militaires ont été remarquables, puisque, le 10 mai 1940, la Belgique opposait à l'invasion allemande, sept corps d'armée, vingt divisions d'infanterie et deux de cavalerie, ainsi qu'un réseau cohérent de destructions et de fortifications. Mais encore, comme il le note lui-même, à la date du 15 décembre 1939, peut-être, en multipliant de la sorte les unités combattantes, avait-on quelque peu perdu de vue le problème de leur encadrement, car le journal, pour la période de neutralité, ne cesse de déplorer la mollesse, la lourdeur et l'inexpérience du cadre de réserve. Nous laisserons à l'auteur la responsabilité de ces critiques ; quoi qu'il en soit, on ne doutera pas qu'il ait mis le doigt sur un point capital dans toutes les armées du monde, car les plus puissants matériels ne serviront de rien, sans l'instruction et la discipline de la troupe et de ses chefs.

<sup>1</sup> Général VAN OVERSTRAETEN : *Albert I<sup>er</sup>, Léopold III ; vingt ans de politique militaire belge (1920-1940)*. — Desclée de Brouwer, Bruges, 1949, 1 vol.

On a dit et répété à Londres et à Paris, que la catastrophe de mai-juin 1940 était imputable à l'isolement jaloux dans lequel l'armée belge s'était confinée, et qu'elle avait obstinément refusé de prendre contact avec le haut-commandement français. Sur ce sujet capital, le général van Overstraeten nous apporte des rectifications que nous croyons irréfutables. A la suite de l'écrasement de la Pologne qui faisait surgir l'éventualité d'une offensive allemande à l'Ouest, l'ambassadeur de Grande-Bretagne demanda l'ouverture de conversations militaires anglo-belges. Le gouvernement de Bruxelles déclina cette proposition le 29 septembre 1939 et agit, de même, le 17 octobre suivant, vis-à-vis de propositions françaises de nature officieuse. Néanmoins, le 6 novembre, la menace allemande se précisant, le colonel Delvoie, attaché militaire belge à Paris, était chargé de demander au général Gamelin quelles forces le G. Q. G. envisageait de porter sur le Canal Albert dans les quarante-huit heures et dans un délai de quatre jours, et il envoyait la réponse du chef d'état-major général de la Défense nationale, le 11 novembre 1939.

Le 10 janvier 1940, l'incident de Mecheln sur Meuse mettait entre les mains du commandement belge l'ordre d'opérations de la 7<sup>e</sup> division aéroportée de la *Luftwaffe*, lequel prescrivait la surprise des ponts de la Meuse entre Dinant et Namur. L'essentiel de ce document fut remis par le général van Overstraeten au colonel Hautcœur, « chef de la liaison franco-belge en cas d'opérations » pour qu'il le fît connaître au général Gamelin et le conseiller militaire du roi Léopold III inscrivait dans son journal : *la connaissance d'un plan d'agression préméditée contre la Belgique nous met en droit dorénavant d'entretenir des contacts avec les Hauts-Commandements des Puissances garantes loyales, pour autant que leurs projets ne visent pas à nous associer à une attaque préventive contre l'Allemagne.*

Aussitôt dit, aussitôt fait. A partir de cette date jusqu'au 10 mai 1940, on constate le concert qui s'établit discrètement entre le général van Overstraeten, les attachés militaires

français et britannique de Bruxelles et le colonel Hautcœur. Le 18 janvier 1940, le colonel Blake soumet au conseiller militaire du roi des Belges les itinéraires que se propose de suivre à travers la Belgique, le corps expéditionnaire du général Gort, et, le surlendemain, le général Laurent fait de même en ce qui concerne les opérations préparées par les 7<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> et 9<sup>e</sup> Armées françaises ; faut-il contremander les destructions préparées dans les Ardennes par le génie du roi Léopold ? Le plénipotentiaire du général Gamelin répond négativement à cette question que lui pose l'allié éventuel.

Le 7 mars, le généralissime français fait demander la constitution de dépôts d'outils et de matériel du génie, sur la position Louvain-Namur que se propose d'occuper le G.A.1 du général Billotte. Pris de court, les Belges se voient contraints de décliner cette demande, pourtant le 11 avril l'avancement des travaux sur le Canal Albert les autorise à donner satisfaction aux Français et à réserver l'usage de la voie ferrée Gand-Anvers au transport de la 1<sup>re</sup> D.L.M. de l'armée Giraud. Par ailleurs, le général van Overstraeten remet au colonel Hautcœur le dossier des aérodromes belges, ainsi qu'il l'avait confié au colonel Blake, quatre semaines auparavant.

Pouvait-on aller plus loin ? Le 15 janvier et le 10 avril 1940, le roi Léopold refusa aux Alliés occidentaux l'entrée préventive de leurs armées en Belgique, mais on relèvera à ce propos que le souverain, ce faisant, se borna à entériner la décision de ses ministres. Et il n'y a pas lieu de blâmer MM. Pierlot et Spaak de leur réserve. Dans la situation de 1940, la violation de la neutralité belge étant chose probable, l'appel préventif de la Belgique aux puissances garantes, c'eût été la guerre certaine, et l'on comprend que le gouvernement de Bruxelles ait reculé devant les sollicitations qui l'eussent fait inmanquablement passer de la probabilité à la certitude.

Il ressort de tout ceci que le général Gamelin ne s'est pas engagé à l'aveuglette dans le traquenard d'une intervention en Belgique. Reste, toutefois, que pour des raisons dont nul ne contestera la validité, ces contacts ne dépassèrent pas

l'échelon des commandements suprêmes, d'où cette impression pour les exécutants des 7<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> et 9<sup>e</sup> Armées françaises qu'ils s'aventuraient dans l'obscurité, et les frictions qui sont résultées de ce sentiment.

Dans tous les cas, une chose apparaît en toute lumière, c'est le bon travail accompli à Berlin par le lieutenant-colonel Goethals, attaché militaire du roi Léopold auprès de la *Wehrmacht*, en pleine et intime collaboration avec le major Sas son collègue néerlandais, que renseignaient régulièrement le fameux amiral Canaris et le général Oster. Le G.Q.G. de Vincennes ne fut pas laissé dans l'ignorance des renseignements ainsi recueillis par les représentants militaires des deux puissances neutres. Ainsi, le 13 mars 1940, le colonel Delvoie, attaché près l'ambassade belge de Paris reçut l'ordre de révéler au général Gamelin que, *selon toutes les données recueillies, l'axe principal de la manœuvre adverse était orientée perpendiculairement au front Longwy-Givet*. Le 13 avril 1940, le roi Léopold III ne revenait pas sur cette opinion : les appels du pied du chancelier Hitler répondaient toujours à son schéma favori : *aspirer les Franco-Britanniques en Belgique, avec le dessein de les écraser par une riposte enveloppante, débouchant du Grand-Duché de Luxembourg*. Reconnaissons que ce n'était pas si mal vu...

Mais quoi ? Dans les guerres de coalitions, les avis ne se pèsent pas toujours selon leur degré de probabilité, mais, beaucoup plus souvent, selon le nombre de divisions que peut aligner sur le champ de bataille, celui qui les émet. Relevons, pour conclure sur cet épisode, qu'après l'excellent volume des colonels Bouhon et Fouillien<sup>1</sup> et l'œuvre bien informée du général Michiels<sup>2</sup>, chef d'état-major du roi Léopold, le gros et substantiel volume du général van Overstraeten nous per-

<sup>1</sup> M. FOUILLIEN et J. BOUHON : *Mai 1940 ; la bataille de Belgique ; essai historique de la campagne, d'après les témoignages et les documents*. — L'édition universelle S. A., Bruxelles, 1945, 1 vol.

<sup>2</sup> Lieutenant-général OSCAR MICHIELS : *18 jours de guerre en Belgique*. — Ed. BERGER-LEVRAULT : *La seconde guerre mondiale ; Histoire et souvenirs* ; Paris, 1947, 1 vol.

met de suivre, heure par heure, la décevante campagne des dix-huit jours, comme on dit à Bruxelles, et de convaincre le lecteur suisse et ami que l'armée belge se défendit honorablement contre l'imprévisible<sup>1</sup> et poursuivit sa résistance jusqu'à l'épuisement de sa force vive.

\* \* \*

Le général C. Grandsard, le 10 mai 1940, commandait le 10<sup>e</sup> C.A. qui, sous les ordres de la 2<sup>e</sup> Armée française (général Huntziger) était responsable des secteurs de la Chiers et de la Meuse, entre la ligne Inor - Malandry - Villy, qui le séparait du 18<sup>e</sup> C.A., et le canal de la Bar, où l'aile gauche de sa 55<sup>e</sup> D.I. jouxtait à la droite de la 102<sup>e</sup> D.I.F., relevant de la 9<sup>e</sup> Armée (général Corap). Ce sont donc ses troupes qui ont été prises à partie et rompues à Sedan, dans l'après-midi du 13 mai 1940, par l'attaque du 19<sup>e</sup> *Panzerkorps* (général Guderian)<sup>2</sup>. Venant du principal témoin de la catastrophe, cette déposition mérite donc d'être retenue et commentée.

Elle constitue également le plaidoyer du général Grandsard pour son commandement, et nous relèverons qu'elle n'épargne ni le général Huntziger, ni le général Ruby, de l'état-major de la 2<sup>e</sup> Armée, qui, dans un ouvrage récent<sup>3</sup>, nous a présenté le panégyrique de son chef. Quoi qu'il en soit de ces divergences, il faut relever de ce témoignage que la 55<sup>e</sup> D. I. qui rompit sous le choc, occupait un front démesuré, et la chose est si vraie que, dès le 10 mai, l'Armée décida de porter la 71<sup>e</sup> D.I., dans la zone arrière du 10<sup>e</sup> C.A., et que, le lendemain, à 22 heures 45, elle la mit à disposition du commandement de celui-ci. La 71<sup>e</sup> D.I., dans la nuit du 12 au 13, releva les éléments

<sup>1</sup> Parmi ces imprévisibles, citons la surprise des ponts du Canal Albert, dont la destruction n'a pas cessé de préoccuper le général VAN OVERSTRAETEN.

<sup>2</sup> Général C. GRANDSARD : *Le 10<sup>e</sup> Corps d'armée dans la bataille (1939-1940)*. — Ed. Berger-Levrault, Paris, 1949, 1 vol.

<sup>3</sup> Général EDMOND RUBY : *Sedan, terre d'épreuve ; avec la 11<sup>e</sup> Armée, mai-juin 1940*. — Ed. Flammarion, Paris, 1948, 1 vol.

de la 55<sup>e</sup> qui occupaient son créneau, mais il était trop tard pour que les troupes relevées de cette Grande Unité pussent, avant l'attaque, venir étoffer son dispositif de résistance et le meubler en profondeur.

Ce furent donc cinq bataillons, étalés sur un front de 15 kilomètres et échelonnés sur trois positions successives qui supportèrent tout le poids de l'infanterie de la 1<sup>re</sup> P. D. (général Kirchner). Or, dans cette malheureuse division de réserve type B, la densité des armes antichars ne dépassait pas cinq canons au kilomètre carré, soit schématiquement, pour un carré de mille mètres de côté, une pièce à chaque angle et la cinquième à l'intersection des diagonales. A la suite d'un bombardement aérien qui dura quatre heures en toute impunité, vu l'absence de la chasse française et la quasi-inexistence des moyens antiaériens à la 55<sup>e</sup> D.I., huit bataillons allemands<sup>1</sup> soutenus par huit groupes d'artillerie de 10,5 et de 15 cm., passèrent à l'attaque de la coupure de la Meuse, sur un front de six kilomètres.

Les petites casemates construites sur la rive gauche du fleuve, durant l'hiver 1939/1940, ne tinrent pas le coup, et l'on ne saurait s'étonner de leur défaillance ; tirant frontalement par-dessus la Meuse, leurs embrasures furent, en effet, prises à partie par les canons antiaériens et antichars de la 1<sup>re</sup> P. D., ainsi que par les chars lourds du général Kirchner, auxquels leur blindage permit de venir les aveugler en tir direct. Dans la soirée, entre Sedan et Donchéry, les Allemands avaient donc déjà conquis une appréciable tête de pont. Mais, somme toute, ce n'est pas sur la ligne de feu que se décida l'affaire. Rien n'était encore perdu, quand la panique s'empara en un moment de l'artillerie lourde du Corps d'Armée (A.L.C.A.) et des arrières de la 55<sup>e</sup> D.I., installés dans la région de Bulson, à quelque dix kilomètres de la Meuse.

On reconnaîtra aux fuyards du 13 mai 1940 l'excuse

<sup>1</sup> Les 4 bat. de la brigade motorisée de la 1<sup>re</sup> Panzer et le bat. motocycliste de la dite G. U. ainsi que les 3 bat. mot. du Régiment S.S. *Gross Deutschland*.



qu'ils avaient été sonnés par les *Stukas*, sans aucune réaction appréciable de la chasse alliée et sans qu'il disposassent d'aucun moyen effectif pour les contre-battre. Reste, toutefois, que l'A.L.C.A. du général Grandsard, sur le rapport erroné que les chars allemands poussaient sur Bulson, prit la fuite, et comme les bombes d'avions avaient décimé les attelages, on fit sauter les pièces. Ailleurs on fit subir le même sort aux centraux téléphoniques ; en bref, dix groupes de 7,5, de 10,5 et de 15,5 cm., relevant des 55<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup> D.I. et 10<sup>e</sup> C.A. au témoignage du général Ruby, se volatilèrent sans avoir été attaqués, et les pionniers du 19<sup>e</sup> *Panzerkorps* purent de ce fait ponter la Meuse comme à l'exercice.

Pire encore, ces milliers de fuyards refluant vers l'arrière rendirent impossible l'exercice du commandement, dans le secteur du 10<sup>e</sup> C.A. et compromirent les mouvements des troupes qui montaient à la bataille. Les faux renseignements qu'ils colportaient jetèrent le découragement dans les rangs et l'incertitude dans l'esprit des chefs, tant et si bien que les ordres de colmatage et de contre-attaque, donnés en temps utile par le général Grandsard, reçurent une exécution tardive et incomplète. Les deux régiments d'infanterie et les deux bataillons de chars qu'il voulait avoir, dès la soirée du 13, derrière la position de résistance, accumulèrent les retards, et quand la contre-attaque démarra, c'était déjà la matinée du 14. Résultat : les engins allemands ayant passé la Meuse à partir de minuit, liquidèrent à bon compte les chars F.C.M. français, misérablement armés d'un canon de 3,7 cm. modèle 1916. Dans deux compagnies, sur 28 appareils engagés, 20 demeurèrent sur le carreau ; c'en était fait du 10<sup>e</sup> C.A....

On peut ajouter foi à la sobre relation du général Grandsard que le général Ruby (p. 155) qualifie de *chef froid et calme, tenu en haute estime par le commandant de la 2<sup>e</sup> Armée*. Mais encore il faut conclure sur ce dramatique et décisif épisode de la campagne de France. On le fera en marquant, tout d'abord, la terrible crise morale que constituera toujours pour une



troupe le baptême du feu, quand surtout ce sacrement leur sera administré sous forme de bombardements en piqué. A cet égard, les réservistes et territoriaux français de 1914 se montrèrent aussi émotifs que leurs cadets de 1940. Mais l'adversaire, à Sedan disposait du moyen qui lui permit mieux qu'à Charleroi, d'exploiter cette défaillance momentanée.

La discipline et un armement adéquat demeureront toujours les remèdes les plus aptes à conjurer la panique des troupes. Or, l'A.L.C.A. du général Grandsard ne disposait à proprement parler d'aucune arme antiaérienne digne de ce nom. Quant au 110<sup>e</sup> R.A.L.H. qui donna le signal de la déroute, le commandant du 10<sup>e</sup> C.A. juge son cadre médiocre en ce qui concerne les officiers et *mauvais, sans capacité et sans volonté de commandement* en ce qui concerne les sous-officiers, lesquels mobilisèrent 170 sur un effectif réglementaire de 280. Nul, au surplus, à Vincennes, à la Ferté-sous-Jouarre ou à Senuc, Q. G. de la 2<sup>e</sup> Armée, ne cotait très haut les aptitudes combattives des 55<sup>e</sup> et 71<sup>e</sup> D.I. que l'on rangeait communément parmi les grandes unités les moins solides de toute l'armée française. La troupe, selon le général Grandsard, démontra son incapacité manœuvrière au cours des heures décisives de la soirée du 13 mai, mais il n'exonère pas pour tout cela, de tout blâme les officiers qui les encadraient : *trop grande facilité*, écrit-il, *à interpréter un ordre plutôt qu'à l'exécuter tel qu'on le reçoit ; trop grande facilité à le modifier sous prétexte d'initiative devant des renseignements non contrôlés*. Relevons qu'à part les colonels, tous les officiers de ces malheureuses divisions ressortissaient au cadre de réserve et que la plupart d'entre eux s'étaient peu ou mal entretenus en temps de paix.

Le répit relatif de la « drôle de guerre » aurait pu fournir l'occasion de combler ces lacunes de la troupe et des chefs sur lesquelles ne se méprenait nullement le commandement local. Certes, mais, à l'intention d'une vigoureuse reprise en main des cadres et de la troupe, il aurait fallu renoncer

à l'organisation du secteur de Sedan que ne couvrait pas la fortification permanente de la ligne Maginot. Nul doute qu'on ait beaucoup travaillé dans le secteur du 10<sup>e</sup> C.A., mais, comme on en a fait ici même l'expérience durant le premier hiver du Service actif, il est clair que les compagnies, bataillons et régiments ne s'instruisent pas sur les chantiers. Aussi bien, le 10 mai 1940, les grandes unités du général Grandsard n'étaient-elles pas beaucoup mieux instruites que le jour de la mobilisation générale.

Somme toute, ces divisions de réserve type B, issues du service d'un an, étaient faiblement encadrées et misérablement équipées<sup>1</sup>. Aux moins bonnes troupes, on avait donc laissé les officiers les plus médiocres et l'armement le plus désuet. Dans ces conditions et malgré l'opinion contraire du général Ruby (p. 105), nous persistons dans l'opinion que ce fut une erreur de les placer dans un secteur où leur manquait l'ossature de la fortification permanente. Installer dans la tête de pont de Montmédy où les gros ouvrages de Vélosnes et du Chesnois se moquaient des *Stukas*, les superbes troupes de la 3<sup>e</sup> D.I.C. et de la 41<sup>e</sup> D.I., n'était-ce pas aller à l'encontre du principe essentiel à la guerre de l'économie des forces ?

\* \* \*

Le général Weygand a assumé le commandement suprême des armées françaises et alliées du 20 mai au 25 juin 1940, et s'il n'est pas parvenu à redresser la situation que M. Paul Reynaud confiait à son énergie et à son savoir-faire, c'est que, décidément, il demeurera toujours une barrière infranchis-

<sup>1</sup> La 55<sup>e</sup> D. I. ne dispose que de sa cp. antichars organique (12 pièces) de 2,5 cm. et de sa batterie divisionnaire armée de 4,7 cm. La 71<sup>e</sup> D. I. doit se contenter de sa batterie de 4,7 cm., mais les régiments de ces deux Grandes unités ne disposent d'aucune arme antichars leur appartenant en propre. Les 52 pièces de 7,5 cm. et les 11 canons de 4,7 cm., des 136<sup>e</sup> et 147<sup>e</sup> R.I.F. qui arment les casemates de la Meuse ne comblent que très partiellement cette lacune. L'une et l'autre de ces deux divisions n'ont pas reçu, à la date du 13 mai 1940, leur batterie de D.C.A.

sable entre l'extraordinaire et l'impossible. Rappelé au service le 22 août 1939, pour prendre la direction du théâtre d'opérations du Moyen-Orient, il avait à cette date largement dépassé le cap de la soixantaine-treizième année ; aujourd'hui à lire les mémoires qui viennent de sortir de sa plume<sup>1</sup>, concurremment avec les ouvrages qu'il a consacrés à son chef le maréchal Foch et à son subordonné le général Frère, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de sa puissance de travail, de la précision de son évocation, de son intelligence ou de sa passion. Rien, dans ces 598 pages qui sentent la fatigue de l'octogénaire ou la philosophie résignée de tant de vieillards.

L'œuvre que nous avons sous les yeux va du 22 août 1939 jusqu'au 12 novembre 1942, date à laquelle il fut arrêté par la Gestapo, sur la route de Vichy à Guéret, dans la voiture que le maréchal Pétain avait mise à sa disposition. Quoi qu'il en soit, le lecteur ne s'étonnera pas que nous bornions la présente analyse à l'activité purement militaire de ce grand soldat et plus particulièrement à ses interventions dans la bataille de France, en nous abstenant, vu le caractère de cette revue, de nous aventurer sur les sentiers glissants de la politique. Et c'est assez pour sa gloire.

Le 20 mai 1940, en effet, au moment où il reprenait le commandement des mains du général Gamelin, les *Panzer* abordaient Abbeville, et jamais peut-être un généralissime ne s'était encore trouvé en face d'une tâche aussi décourageante et requérant tant de célérité. Quinze jours plus tard, le même Weygand était capable de conduire une nouvelle bataille défensive sur la Somme et sur l'Aisne, et si l'armée française, pour ainsi dire abandonnée à ses faibles moyens terrestres, ne fut pas à même d'étaler ce second coup de bélier, son redressement intellectuel et moral, depuis les tristes journées de la Meuse, n'en tint pas moins du miracle.

L'explication de ce redressement que les Allemands eux-

<sup>1</sup> WEYGAND : *Mémoires* \*\*\* *Rappelé au service*. — Ed. Flammarion, Paris 1950, 1 vol.

mêmes n'ont pas laissé de relever dans leurs témoignages, réside, sans aucun doute, dans le caractère très personnel et aussi très humain que le général Weygand a su imprimer à son commandement. *Est-il possible, s'écrie-t-il dans ses mémoires, d'envoyer un ordre écrit à un subordonné dont on est incapable d'imaginer le regard, la réaction lorsqu'il le recevra ? Oui, peut-être, s'il s'agit d'établir un papier qui permettra plus tard de « se couvrir ». Certainement non, si l'on veut être obéi généreusement.*

Constatons que ces propos ne constituent pas cette vaine couverture dont parle le général Weygand, mais qu'ils expriment, tout au contraire le plus essentiel de son activité entre le 20 mai et la rupture finale des armées françaises. Dès le lendemain de sa prise de commandement, le nouveau généralissime, bravant la chasse allemande et la redoutable *Flak* du maréchal Gœring, se rendait en avion à Ypres, pour conférer avec le général Billotte et le roi des Belges, et s'il ne parvint pas à joindre Lord Gort, ce fut en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.

Pareillement, le 7 juin suivant, il traversait Pontoise sous le bombardement, pour se rendre à Lyons-la-Forêt, auprès du général Robert Altmayer, commandant de la 10<sup>e</sup> Armée, alors que les *Panzer* du général Rommel fonçaient directement sur le P.C. de son subordonné. Sauf ceux du G.A.2, décidément trop éloignés de Vincennes pour être atteints facilement, il a vu de la sorte, durant la dernière semaine de mai et les premiers jours de juin, tous ses généraux d'armée, et plusieurs d'entre eux presque quotidiennement. Nul aujourd'hui ne s'aviserait à défendre l'organisation du haut-commandement telle que l'avait conçue le général Gamelin, tant elle émiettait les pouvoirs et les responsabilités <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Citons, à l'appui de ce que nous avançons, le préambule de l'instruction adressée au général GEORGES par le général GAMELIN, le 19 mai 1940 : *Sans vouloir intervenir dans la conduite de la bataille en cours, qui relève du Commandant en chef sur le front Nord-Est, et approuvant toutes les dispositions qu'il a prises, j'estime qu'actuellement...* Le général d'Armée BOURRET, dans son volume intitulé : *La tragédie de l'armée française* (p. 99) qualifie ce texte de « stupéfiant » ; et le lecteur partagera sa stupéfaction.

Il ne pouvait appartenir à son successeur d'y rien changer en pleine bataille, néanmoins il eut à cœur de se tenir épaule contre épaule auprès du général Georges, de le rassérer et de partager avec lui l'épreuve de la bataille. Aussi bien sut-il tirer des incontestables vertus militaires de son adjoint les effets les plus utiles. Relevons enfin que la discipline qu'il s'imposait, il sut l'imposer à tous ses subordonnés auxquels il signifiait par son ordre du 26 mai : 4<sup>o</sup> *Il faut que tous les généraux de division voient très fréquemment leurs colonels, les colonels leurs chefs de bataillons, les chefs de bataillons leurs compagnies, les capitaines et les lieutenants leurs sections et leurs hommes.*

Sans entrer dans aucune vaine polémique, le général Weygand nous expose, à l'échelon de commandement qui fut le sien, les funestes circonstances qui déjouèrent ses plans les uns après les autres. Ce fut, tout d'abord, le repli des troupes britanniques qui, dans la nuit du 23 au 24 mai, retraits de la région d'Arras sur le canal de la Haute-Deule ; ainsi s'anéantit la perspective d'une percée en direction de Bapaume. Le 28 mai, la capitulation de l'armée belge ruinait l'espoir de rétablir le G.A.1 dans une vaste tête de pont dont le centre se fût placé à Dunkerque. Aussi bien fallut-il consentir à l'évacuation, et, le 4 juin 1940, on devait enregistrer la perte de 39 grandes unités sur les 102 dont disposait son prédécesseur, au moment de l'appel hollando-belge.

Le lendemain, y compris tout ce qu'on avait pu rameuter du front des Alpes et d'Afrique du Nord, c'est avec 66 grandes unités, dont 5 D.L.C. et D.C.R. vraiment squelettiques que le général Weygand affronta le choc de 138 grandes unités de la *Wehrmacht*, parmi lesquelles on comptait 10 *Panzer*. L'auteur, à ce propos, défend fort bien la conception qui fut la sienne quand il installa ses maigres armées sur le front Huningue - Haguenau - Montmédy - Argonne - Aisne - Somme : lâcher Paris, c'était renoncer à des fabrications de guerre essentielles pour la continuation des hostilités et se laisser couper de la mer ; abandonner la Ligne Maginot, c'était, d'autre part, se priver de l'appui de la fortification qui, seul,



permettait de limiter à 17 divisions les effectifs du G.A.2, et donner occasion à l'ennemi de tendre la main aux Italiens par les vallées de la Saône et du Rhône. Par ailleurs, il fait bonne justice de la conception du « réduit breton » qu'avait imaginée M. Paul Reynaud. Convenait-il de détacher, entre la Manche et l'Atlantique les moyens qui eussent garanti la bonne tenue d'un front passif de 200 kilomètres, alors qu'on s'étirait à l'extrême sur la Somme et sur l'Aisne? C'est le cas de rappeler ici l'excellente maxime de la marine française à l'adresse de certains apôtres de la « profondeur »: Tout ce qui n'est pas au feu n'est pas à son poste.

Comme il est naturel, le général Weygand ne porte pas sur son cœur le dernier président du Conseil de la III<sup>e</sup> République. Néanmoins certains traits passablement acérés qu'il lui décoche ne ressortissent pas au seul esprit de polémique. Il nous semble démontré que M. Paul Reynaud, dans le tragique différend qui l'opposa au généralissime, finit par éluder les responsabilités qui étaient les siennes et qui n'étaient que les siennes. Partisan d'une capitulation en rase campagne de l'armée française et de la poursuite des hostilités sur mer et dans l'Empire, il avait le strict devoir de destituer le général Weygand qui s'y refusait violemment, et d'appeler à la tête des forces terrestres un chef qui se ralliât à ses conceptions. En résignant le pouvoir, le 16 juin 1940, et en désignant au président Lebrun le maréchal Pétain pour lui succéder, il ouvrait la voie à l'armistice qu'il désapprouvait en conscience.

Il est vrai que, raisonnablement, il n'y avait pas d'autre solution recommandable, car la capitulation pure et simple, comme le démontre le général Weygand, eût entraîné des conséquences encore plus catastrophiques que le funeste armistice de Compiègne, non seulement pour la France, mais encore pour son alliée britannique. Cette constatation, quant au reste, ne nous fait pas méconnaître l'utilité parallèle du geste accompli, le 18 juin 1940, par le général de Gaulle.

(A suivre).

Major ED. BAUER.